





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AIX  
EN PROVENCE N° DL.2018-38**

**Séance publique du**

**1 février 2018**

**Présidence de Maryse JOISSAINS MASINI  
Maire d'Aix-en-Provence Vice-Président de la  
Métropole Aix-Marseille-Provence Président du  
Conseil de Territoire du Pays d'aix**

Accusé de réception en préfecture
Identifiant : 013-211300017-20180201- lmc1127441-DE-1-1
Date de signature : 06/02/2018
Date de réception : mardi 6 février 2018
 <b>POUR CERTIFICATION DU CARACTÈRE EXÉCUTOIRE:</b> - ACTE SIGNÉ ✓ - COMPTE RENDU AFFICHÉ ✓ - ACTE TRANSMIS POUR EXERCICE DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ ✓ 

**OBJET : ENCAGNANE - CENTRE DE DOCUMENTATION HISTORIQUE SUR L'ALGÉRIE -  
AVENANT N° 1 AU BAIL EMPHYTÉOTIQUE ADMINISTRATIF DU 4 JUIN 2013**

Le 1 février 2018 à 10h30, le Conseil Municipal de la Commune d'Aix-en-Provence s'est réuni en session Ordinaire dans la salle de ses délibérations, à l'Hôtel-de-Ville, sur la convocation qui lui a été adressée par Mme Maryse JOISSAINS-MASINI, Maire, le 26/01/2018, conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Etaient Présents :**

Monsieur Jacques AGOPIAN, Monsieur Ravi ANDRE, Madame Dominique AUGÉY, Monsieur Edouard BALDO, Monsieur Moussa BENKACI, Madame Charlotte BENON, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Monsieur Jean BOULHOL, Monsieur Jean-Pierre BOUVET, Monsieur Raoul BOYER, Madame Danièle BRUNET, Monsieur Lucien-Alexandre CASTRONOVO, Monsieur Maurice CHAZEAU, Eric CHEVALIER, Madame Noëlle CICCOLINI-JOUFFRET, Monsieur Gérard DELOCHE, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Hervé GUERRERA, Madame Souad HAMMAL, Madame Coralie JAUSSAUD, Madame Sophie JOISSAINS, Madame Maryse JOISSAINS MASINI, Madame Gaëlle LENFANT, Madame Reine MERGER, Mme Arlette OLLIVIER, Monsieur Stéphane PAOLI, Monsieur Jean-Marc PERRIN, Monsieur Jean-Jacques POLITANO, Monsieur Christian ROLANDO, Madame Catherine ROUVIER, Madame Danièle SANTAMARIA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Madame Catherine SILVESTRE, Madame Josyane SOLARI, Madame Françoise TERME, Monsieur Michael ZAZOUN.

**Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales:**

Madame Abbassia BACHI à Madame Reine MERGER, Madame Patricia BORRICAND à Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Gérard BRAMOULLÉ à Madame Dominique AUGÉY, Madame Charlotte DE BUSSCHERE à Monsieur Edouard BALDO, Monsieur Philippe DE SAINTDO à Monsieur Jean BOULHOL, Madame Brigitte DEVESA à Madame Odile BONTHOUX, Madame Sylvaine DI CARO à Madame Danièle SANTAMARIA, Madame Michele EINAUDI à Madame Noëlle CICCOLINI-JOUFFRET, Monsieur Alexandre GALLESE à Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Madame Muriel HERNANDEZ à Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Claude MAINA à Mme Arlette OLLIVIER, Madame Irène MALAUZAT à Monsieur Gérard DELOCHE, Monsieur Jules SUSINI à Monsieur Maurice CHAZEAU, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL à Madame Danièle BRUNET.

**Excusés sans pouvoir :**

Madame Liliane PIERRON, Monsieur Francis TAULAN.  
Secrétaire : Jean BOULHOL

Madame Odile BONTHOUX donne lecture du rapport ci-joint.



D.G.A.S - Etudes Juridiques, Marchés  
Publics et Patrimoine Communal  
Direction du Foncier & Gestion du  
Patrimoine

RAPPORT POUR  
LE CONSEIL MUNICIPAL  
DU 1 FÉVRIER 2018

-----

**Nomenclature : 3.3**  
Locations

**RAPPORTEUR** : Madame Odile BONTHOUX

**Politique Publique : 04-AMENAGEMENT ET GESTION DE L'ESPACE URBAIN**

**OBJET** : ENCAGNANE - CENTRE DE DOCUMENTATION HISTORIQUE SUR L'ALGÉRIE -  
AVENANT N° 1 AU BAIL EMPHYTÉOTIQUE ADMINISTRATIF DU 4 JUIN 2013- Décision du  
Conseil

Mes chers Collègues,

Le 4 juin 2013 a été signé avec l'association Centre de Documentation Historique sur l'Algérie, un Bail Emphytéotique Administratif d'une durée de quatre vingt dix neuf ans, pour une redevance totale de 1,00 €, en vue de l'édification d'un bâtiment à usage de recherche universitaire et de documentation sur l'histoire de l'Algérie à Encagnane.

Le permis de construire correspondant pour une surface de plancher de 1 067 m<sup>2</sup> a été délivré le 31 juillet 2013 et prorogé jusqu'au 31 juillet 2018.

Le chantier correspondant doit démarrer dans le courant du premier trimestre 2018, la mise au point financière et technique du projet ayant nécessité des délais plus longs qu'initialement prévus.

Les dispositions de l'article "CONDITIONS PARTICULIÈRES" - paragraphe "Délai d'exécution des travaux" prévoit au premier alinéa "*le preneur s'oblige à commencer les travaux au cours du **premier semestre 2014** de manière que les constructions projetées et que les éléments d'infrastructure et d'équipement soient totalement achevés dans les trente six mois qui suivront*".

Il convient, en conséquence, de modifier par avenant au Bail Emphytéotique Administratif, les délais fixés à l'article précité, pour des travaux qui débiteront donc dans le courant du premier semestre 2018, et qui devront être achevés dans un délai de trente six mois.

Les autres dispositions du Bail Emphytéotique Administratif du 4 juin 2013 demeureront inchangées.

En conséquence, Mes Chers Collègues, je vous demande de bien vouloir :

- **ACCEPTER** la conclusion d'un avenant n° 1 au Bail Emphytéotique Administratif du 4 juin 2013, portant modification du délai d'achèvement des travaux qui est porté à trente six mois à compter du premier semestre 2018.

- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'Adjoint délégué au Foncier à signer tous les documents afférents à ce dossier.

DL.2018-38 - ENCAGNANE - CENTRE DE DOCUMENTATION HISTORIQUE SUR  
L'ALGÉRIE - AVENANT N° 1 AU BAIL EMPHYTÉOTIQUE ADMINISTRATIF DU 4 JUIN  
2013-

Présents et représentés	: 53
Présents	: 39
Abstentions	: 0
Non participation	: 0
Suffrages Exprimés	: 53
Pour	: 53
Contre	: 0

Ont voté contre

NEANT

Se sont abstenus

NEANT

N'ont pas pris part au vote

NEANT

Le Conseil Municipal a Adopté à l'unanimité

le rapport qui précède.

Ont signé Maryse JOISSAINS MASINI, Maire

Président de séance et les membres du conseil présents :

L'adjoint délégué,  
Reine MERGER



---

1 « Toute décision individuelle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Dans ce délai, il peut être présenté un recours gracieux prorogeant le délai de recours contentieux ...»